

## POUR LES DROITS DES FEMMES ET DES PERSONNES LGBT+ : COMBATTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

Quels que soient les partis d'extrême droite, ils entendent décider à la place des femmes et des personnes LGBT+, de ce qui est bon pour elles, et surtout, de ce qui est bon qu'elles soient pour ceux qu'ils considèrent être les « dominants » : hommes, hétérosexuels. Leurs revendications entérinent l'ordre patriarcal, voire le radicalisent.

Le discours idéologique des extrêmes droites fonctionne sur des procédés rhétoriques identifiables qui, quand on les déconstruit, révèlent la valeur essentielle sur lesquels ils se fondent : la domination de quelques-uns sur les autres. Les affirmations péremptoires, les raccourcis, les amalgames se substituent à une pensée complexe qui prend en compte la diversité et la nécessité de justice sociale. Par cette simplicité apparente ou binarité, ce faux « bon sens », ils risquent de séduire. Il appartient aux militantes et militants de la CGT de s'outiller pour les combattre.

### INCLUSION DES PERSONNES LGBT+, FÉMINISME, ANTIRACISME ET LUTTE DE CLASSE CGT

L'extrême droite utilise particulièrement les discriminations pour diviser et manipuler les masses afin d'asseoir ses propres desseins. Les femmes et les personnes LGBT+ sont aussi impactées.

En effet, il faut entendre qu'à l'origine des discriminations, il y a une idée commune : la domination. Les sociétés capitalistes, que les partis d'extrême droite promeuvent, sont en très grande majorité sexistes et patriarcales. Ces sociétés sont conçues pour qu'une minorité exploite une majorité. Si elles utilisent la domination pour prospérer, il n'en demeure pas moins que les discriminations, à partir de stéréotypes notamment, peuvent également servir d'autres desseins économiques et sociaux que le capitalisme. La lutte contre les discriminations et pour l'égalité est une lutte à part entière.

Pour se justifier, rendre ces pratiques acceptables et continuer à en tirer profit, les sociétés capitalistes, dont l'extrême droite, usent d'outils politiques, sociaux et idéologiques variés (y compris le détournement de pensées religieuses) pour justifier l'inégalité tout en divisant la majorité (qui pourtant a tout intérêt à s'unir pour y résister). Par exemple, le patronat va placer les travailleuses dans une situation d'opposition, de division et de compétition malsaine et user du *dumping* social. Les salariées sont ainsi placées en situation d'opposition sur la base de motifs discriminants propres à leur personne, leur sexe, leur origine, leur identité de genre, orientation sexuelle réelle ou supposée, l'activité syndicale,

etc. La division qu'engendrent les discriminations détruit les liens de solidarité nécessaires pour obtenir l'égalité des droits et s'émanciper de ce système de domination par la minorité la plus riche. Par exemple, des travailleuses qui auraient des intérêts communs pourraient devenir « ennemies », en situation d'opposition, de division, en raison de préjugés, idéologie raciste, nationaliste, LGBTphobe.

Les partis d'extrême droite empruntent ces logiques et exacerbent le sentiment d'appartenance et les divisions, notamment les divisions fondées sur le genre, les stéréotypes de genre, l'attribution aux individus de rôles hiérarchisés prétendument « naturels ».

Les différents motifs de discrimination sont donc utilisés par la minorité pour diviser la masse. Ainsi, on comprend que le patronat et les « extrêmes droites » peuvent tirer profit de ces divisions.

En France, dans le monde du travail, il est même « rentable » pour un employeur de discriminer (les discriminations sur la carrière sont fréquentes et les sanctions loin d'être assez dissuasives quand les employeurs sont sanctionnés). D'autres acteurs économiques et sociaux, à la main de la classe dominante, entretiennent et développent ces mises en oppositions, comme par certains organes de presses ou médias. Ainsi, comme elles servent une idéologie aujourd'hui dominante, les discriminations se prolongent aussi en dehors du monde du travail, dans la société : dans l'accès aux services publics (accès aux soins, au système scolaire, au système judiciaire), au logement, à la liberté d'expression ou de manifester (répressions policières). C'est pourquoi la discrimination est un outil de domination que l'extrême droite utilise à ses fins. Ce processus de division détruit les liens de solidarité nécessaires pour obtenir l'égalité des droits et s'émanciper toutes et tous de ce système de domination.

Il est trompeur de penser « qu'abolir » le système capitaliste suffirait à anéantir les discriminations, le racisme, les LGBTphobies et le sexisme. Il existe d'autres systèmes politiques et économiques, des partis politiques, ancrés dans des stéréotypes et des modèles de domination sur les autres. Les discriminations sont inscrites dans un « système de domination », et peuvent être conscientes ou inconscientes (sentiment de peur de la « différence », du rejet de l'autre, effet grégaire).

La discrimination est aussi fondée sur l'intolérance et le refus de la différence. L'éducation aux droits humains est nécessaire pour déconstruire les stéréotypes, combattre les pré-

jugés, être capable d'identifier les discriminations, mener le débat, plaider pour l'adoption d'une démarche fondée sur l'esprit critique et conduisant aussi à la remise en question individuelle. En effet, la discrimination vient par peur, ignorance et du fait d'un manque « d'ouverture d'esprit », par préjugés et fausses croyances que l'on peut avoir assimilé malgré soi. Ce qui est inconnu, nouveau, inhabituel fait peur. Cela peut provoquer une attitude de rejet, d'exclusion, voire de violence. Les discriminations sont aussi une forme de « paresse » par la difficulté qu'on peut avoir à s'adapter, à faire l'effort de renoncer à des habitudes. Accueillir des personnes « différentes », implique souvent de devoir adapter l'environnement, faire des concessions, bousculer ce qui est familier ou coutumier. Ainsi les discriminations sont aussi le reflet d'« effet de groupe ». Comme indiqué dans ses statuts, la CGT lutte contre tout système de domination et donc contre toutes les discriminations. C'est pour toutes ces raisons que la CGT s'engage dans la lutte contre le racisme, le sexisme et les LGBT phobies.

### CONTRÔLE DU CORPS ET DE LA VIE DES INDIVIDUS

La femme pilier de la famille fantasmée au lieu des femmes et des familles réelles. L'extrême droite défend toujours la préférence nationale et la préférence familiale. Dans ce cadre, les femmes françaises sont appelées à la fonction de reproduction pour la nation, en accroissant la natalité. La « famille française » – couple hétérosexuel, marié, avec des enfants – est considérée comme la cellule de base de l'ordre social, moral et national. Dans cette logique, la répartition des fonctions cantonne les femmes à un rôle de mère et d'épouse qui reste au foyer.

Les communications de l'extrême droite sont sans équivoque, elles prétendent que « *La natalité française s'effondre... alors que l'immigration augmente encore. [...] Cette évolution est particulièrement inquiétante... Elle est la conséquence directe des attaques en règle contre la politique familiale menées par les gouvernements de François Hollande et poursuivies par celui d'Emmanuel Macron* » qui préféreraient « *subir une immigration de masse plutôt que de promouvoir une véritable politique familiale et nataliste* ». Non ! Les femmes ne sont et ne seront pas les « ventres » de la société.

### SEXISME ET LGBTPHOBIES

Les partis d'extrême droite hiérarchisent, rationalisent et stigmatisent le rôle des individus.

« *La xénophobie, le racisme, l'antisémitisme ou le sexisme, l'homophobie sont des manifestations arbitraires qui consistent à désigner l'autre contraire, inférieur ou anormal.* » Le sexisme et les LGBTphobies sont donc des instruments du système de domination et d'exploitation, fondés sur des critères discriminants et subjectifs pour diviser les individus, les « hiérarchiser », les classer. C'est ainsi que les partis d'extrême droite et leurs idées prospèrent.

Plus particulièrement concernant les LGBTphobies et le sexisme : il s'agit du « *sentiment ou manifestation de rejet, de mépris ou de haine envers les personnes, les pratiques ou les représentations homosexuelles ou supposées l'être. Frontale ou diffuse, l'homophobie ne touche pas que les gays et les lesbiennes, mais affecte aussi les personnes bisexuelles et hétérosexuelles* ».

Le sexisme peut se définir comme tout agissement lié au sexe (assigné à la naissance ou apparent), ou au genre d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant. Ainsi le sexisme désigne l'ensemble des préjugés reposant sur le sexe (assigné à la naissance ou apparent) ou sur le genre d'une personne. Il s'étend au concept de stéréotype et de rôle de genre, pouvant comprendre la croyance qu'un sexe (assigné à la naissance ou apparent) ou qu'un genre, une orientation sexuelle réelle ou supposée, serait intrinsèquement supérieur à l'autre.

Le patriarcat et les partis politiques d'extrême droite sexistes s'appuient sur des « normes », notamment des normes de genre (un homme doit forcément être viril et fort, une femme doit être douce, etc.). Dans ce système, les discriminations ont pour but de remettre certains individus à leur prétendue place. Les LGBTphobies et le sexisme sont ainsi liés.

En effet, dans l'ordre social patriarcal hétérosexuel, système hétéronormatif, on place toujours les femmes au second plan, derrière les hommes hétérosexuels. Concernant les pratiques discriminantes, sexistes et propos LGBTphobes, ils ont à l'origine une signification patriarcale et sexiste, dans le sens où ils dénigrent une personne en exagérant la présence de traits féminins chez un homme, soit une moindre masculinité, les personnes LGBT+ sont-elles aussi « hiérarchisées » par les courants d'extrême droite et « remis à leur prétendue place » au même niveau que les femmes.

Les LGBTphobies et particulièrement la lesbophobie dont sont victimes les femmes, font partie des stratégies pour soutenir le système patriarcal, sous couvert d'une fausse naïveté et usant du vieil argument de dénonciation de ces femmes qui seraient « contre les hommes ». Argument dangereux car très racoleur : toutes les réactionnaires accrochées aux structures de pouvoir patriarcales ont joué sur cette victimisation des hommes prétendument attaqués par des femmes qui seraient irresponsables, excessives et agressives.

C'est l'argument patriarcal par excellence : aux hommes et aux femmes qui se soumettent à l'ordre, les qualités de raison et d'intelligence, aux femmes qui tentent de s'insurger la furie incontrôlable. Enfin, pour asseoir ce discours, une lesbophobie affichée qui amalgame féministes et lesbiennes, avec pour pré-supposé que l'homosexualité féminine latente ou patente serait la source de ces comportements ouvertement qualifiés de déviants par ces partis. De même, l'extrême droite a la volonté de revenir sur le mariage pour toutes et sur la PMA qu'elle voudrait réserver aux seuls couples hétérosexuels mariés, pour raison médicale. L'extrême droite met en danger le droit des femmes lesbiennes à disposer de leur corps.

Hier comme aujourd'hui, les dimensions racistes, xénophobes et nationalistes s'articulent très nettement avec la dimension sexiste et LGBTphobe. Assumées par les responsables politiques, elles tentent de se diffuser dans la société.

À cela la CGT répond que les droits des femmes et des personnes LGBT+ s'appuient sur des valeurs auxquelles on ne doit pas déroger, notamment celles de l'égalité des droits pour tous les individus.

## MATERNITÉ ET TRAVAIL DOMESTIQUE: DES STRATÉGIES COERCITIVES SOUS L'APPARENCE DE NOUVEAUX DROITS

Certaines ont pu être séduites par les propositions de « revenus pour les mères au foyer » (2012), de « droit des femmes à rester chez elles » (2016), puis de « libre répartition du congé parental » (2017). Dans tous ces cas, il ne s'agit que d'entériner le cantonnement des femmes à la sphère et au travail domestiques. Les arguments pour soutenir ces propositions sont d'ailleurs explicites: en mars 2016, l'eurodéputé FN Dominique Martin affirmait: « Ça aurait l'avantage de libérer des emplois, ça aurait l'avantage de donner une meilleure éducation à nos enfants, ça aurait l'avantage de sécuriser nos rues parce qu'ils n'y traîneraient pas et ne seraient pas soumis à la drogue. » C'est exactement le type de discours simpliste qui structure les idéologies d'extrême droite: à des problèmes complexes d'éducation, de santé publique et de société, elles répondent par l'assignation des femmes. Insidieusement ces idéologies induisent leur responsabilité et leur culpabilité dans les dysfonctionnements de la société.

Le revenu pour travail domestique assigne les femmes à celui-ci. La libre répartition du congé parental n'est en aucun cas « libre ». Dans une société sexiste, où les salaires des femmes sont inférieurs à ceux des hommes, il est évident que ce sont elles qui renoncent à leur carrière pour répondre aux nécessités domestiques. Pour la CGT, le droit au travail des femmes est fondamental car il assure leur reconnaissance sociale et l'indépendance économique, garantie essentielle pour pouvoir faire ses propres choix.

Pour l'extrême droite, l'éducation des enfants doit être assurée par les femmes, de préférence, des femmes au foyer mariées, non émancipées et qui ne travaillent pas. Pour la CGT, au contraire, pour permettre des déroulés de carrières sans discriminations pour toutes et tous, il est nécessaire de rendre le congé d'accueil de l'enfant plus largement partagé et inclusif pour tous les couples.

Actuellement certaines avancées sur ces thématiques ont été enclenchées. Certaines de ces récentes réformes sont publiquement remises en cause et rejetées par l'extrême droite alors qu'elles ont apporté du mieux disant social et vont vers l'égalité des droits des personnes LGBT+ et des femmes: notamment avec la réforme du 1<sup>er</sup> juillet 2021 à propos du congé de « paternité et accueil de l'enfant » désormais plus long qu'auparavant.

Il passe de onze à vingt-cinq jours auxquels viennent s'ajouter les trois jours de congé de naissance qui deviendraient obligatoires, soit un total de vingt-huit jours.

Sur le fond ces réformes sont néanmoins loin d'être suffisantes, l'extrême droite veut les supprimer mais la CGT propose de les poursuivre et de les renforcer car certaines lacunes et inégalités de traitement existent toujours et excluent encore trop les couples de personnes LGBT+.

## DES IDÉOLOGIES CONTRE L'AVORTEMENT

Dans le même texte, l'extrême droite s'est opposée au droit à l'avortement. Les eurodéputés du groupe d'extrême droite ont voté contre le paragraphe 45 qui insistait sur le fait que les femmes doivent avoir le contrôle de leur corps et de leurs droits sexuels et reproductifs, notamment grâce à un accès aisé à la contraception et à l'avortement sûr. L'eurodéputé Aymeric

Chauprade avait alors dénoncé le texte, selon lui « *un éloge de la culture de mort par le soutien explicite qu'il apporte à l'avortement, véritable arme de destruction massive contre la démographie européenne* ».

Et si Marine Le Pen disait accepter le droit à l'avortement, le site de son parti mettait plus en évidence l'attaque en règle contre ce droit par Marion Maréchal, laquelle déclarait vouloir couper les subventions au Planning familial pendant que sa tante voulait « seulement » imposer au Planning d'aider les femmes à poursuivre leur grossesse...

## DES IDÉOLOGIES DE LA CULTURE DU VIOL

Culture du viol: concept sociologique utilisé pour qualifier un ensemble de comportements et d'attitudes partagés au sein d'une société donnée qui minimisent, normalisent voire encouragent le viol (Judith Butler).

Le parti politique d'Éric Zemmour, Reconquête, créé en 2021 fait des femmes et du féminisme l'ennemi principal. Les femmes seraient à l'origine d'un affaiblissement du pays, et n'auraient d'autre qualité que celles de procréatrices et d'objets sexuels. Le masculinisme promu par ce parti condamne les femmes à la soumission aux hommes de manière très explicite. Complètement désinhibé, il valorise les agressions sexuelles à l'égard des femmes comme étant des qualités viriles.

Le Rassemblement national poursuit une autre ligne: il affiche des positions de dénonciation des discriminations ou agressions subies par les femmes pour alimenter des politiques sécuritaires et xénophobes (féminisme de façade ou féminisme washing). Prétendant dénoncer les violences faites aux femmes et les féminicides, le RN s'empresse de faire l'amalgame avec les questions d'immigration et d'islamisme, suspectant tout étranger d'en être la cause.

Zemmour et le RN ne sont pas les seuls à l'extrême droite à vouloir revenir sur les avancées féministes des dernières décennies. L'extrême droite est diverse, et a travaillé énormément de questions. Ainsi un groupe comme les Antigones critique la marchandisation des corps: elles ont déployé dès 2013 une banderole « femmes contre les violences » avec un design très moderne. Mais leur site promeut aussi les « méthodes naturelles » de régulation des naissances plutôt que la contraception, l'instruction en famille des enfants, combat le concept de féminicide... À l'inverse, le groupe identitaire Nemesis prétend défendre les Européennes mais a attaqué la manifestation parisienne contre les violences sexistes et sexuelles de novembre 2021, et l'avait déjà fait en 2019 avec des pancartes « on est chez nous », un des cris de ralliement de l'extrême droite.

L'extrême droite, s'appuyant sur des politiques natalistes et hétérocentrées, souhaite évidemment revenir sur tous les acquis des droits des personnes LGBT+ et des femmes lesbiennes qui ne rentrent absolument pas dans ce modèle de société.

Toutes les avancées des droits, telles le PACS, le mariage pour tous, la PMA pour toutes, ont systématiquement été qualifiés d'acquis « contre nature ». Ce qui vise encore à diviser la société et en exclure toutes les personnes et particulièrement les femmes, ne rentrant pas « dans le moule » de leurs idées non inclusives.

La CGT a depuis longtemps exigé des droits familiaux pour les personnes LGBT+, ainsi qu'un accès égal aux droits aussi bien au travail que dans la vie, notamment dans l'articulation vie privée/vie professionnelle, lutte contre les discriminations sur la carrière, lutte contre les violences LGBTphobes, sexistes et sexuelles et contre le harcèlement au travail.

Les personnes LGBT+ et « couples de même sexe » sont mis « au ban » de la société et du travail ou discriminés par l'extrême droite, au prétexte qu'ils ne rentrent pas dans cette idéologie traditionnelle du couple cis-hétéro paternaliste: le « père de famille » subvenant aux besoins du ménage et la mère enfantant et élevant les enfants.

### **INÉGALITÉS SALARIALES: LGBTPHOBES ET SEXISTE, L'EXTRÊME DROITE SUBSTITUE AUX RÉSULTATS DE LA RECHERCHE UN DISCOURS PÉREMPTOIRE**

Les courants d'extrême droite étant sexistes, LGBTphobes, nationalistes et patriarcaux, ils continuent de stéréotyper et « genrer » les métiers de façon binaire. Il y aurait des métiers dits « d'hommes » et des métiers dits « de femmes ». Les métiers de femmes étant évidemment « dévalorisés » car dénigrés et considérés comme inférieurs par rapport au travail des hommes. Dans certains courants d'extrême droite, les femmes ne devraient même pas avoir à aller travailler, car elles seraient entretenues par les hommes de la famille pour qu'elles puissent poursuivre à temps plein leur rôle de « mère ». Ainsi, les hommes exerçant des métiers à prédominances féminines sont eux aussi dévalorisés et cela contribue à ne pas augmenter le salaire minimum et le niveau global des salaires.

D'autant que les études démontrent que les écarts de salaires qui s'accroissent lorsque l'employeur perçoit l'homosexualité du salarié avec certitude. Ainsi l'extrême droite LGBTphobe banalise les discriminations au travail envers les personnes LGBT+.

Notons qu'au travail, les hommes homosexuels gagnent 11 % de moins que les hommes hétérosexuels, alors que les lesbiennes gagnent 9 % de plus que les femmes hétérosexuelles. Ce phénomène est attribué à la surcompensation de l'effet « double peine » d'être femme et homosexuelle en fournissant plus d'effort sur le marché du travail. Étant moins perçues comme des mères potentielles, elles accèdent plus facilement à des postes mieux rémunérés que les femmes hétérosexuelles et doivent dépasser l'absence d'un homme mieux payé dans le foyer.

Malgré cet état de fait, les couples de femmes gagnent toujours moins que les couples hétérosexuels. Les femmes ont en moyenne 28,5 % d'écart de rémunération par rapport aux hommes, les couples de femmes pourraient donc « cumuler » deux fois cette moyenne de 28,5 % d'écart de salaire. Si la parentalité n'est pas mieux partagée au sein de tous les couples, il y a aussi le risque de retrouver et reproduire les mêmes disparités que dans les couples hétérosexuels dans lesquels le parent ayant la meilleure rémunération choisira systématiquement de « préserver » son emploi.

Les chiffres des écarts de salaire entre les femmes et les hommes sont déniés par l'extrême droite. Ils sont ainsi qualifiés de « *loufoques* » par Éric Zemmour, qui considère que les « *femmes sont libres* » de choisir des métiers mieux payés et que « *beaucoup de femmes choisissent du temps partiel pour élever leurs enfants,*

*pourquoi les empêcher* ». Il s'agit d'une rhétorique qui nie toutes les réalités du système patriarcal et neutralise ainsi les causes des inégalités dans le calcul. Pourtant, les derniers chiffres de l'Insee (2021) évaluent à 28,5 % les inégalités salariales. Parmi les causes de cet écart: la dévalorisation des métiers féminisés, le temps partiel et temps non complets imposés...

Un choix vraiment? L'économiste et chercheuse Séverine Lemièrre confirme que « *quand un enfant arrive dans une famille, c'est la maman qui va arrêter son activité, réduire son activité* ». La chercheuse ajoute que de nombreux métiers très féminisés comme ceux de la grande distribution ou des services d'aide à la personne sont proposés uniquement à temps partiel, ne laissant aucun choix aux femmes qui travaillent dans ces domaines. L'argumentaire de l'extrême droite s'inscrit donc bien dans des stéréotypes patriarcaux et genrés.

### **CARACTÉRISATION DES VOTES DES FEMMES À L'EXTRÊME DROITE**

Longtemps inférieur à celui des hommes, le vote féminin pour le RN s'est « normalisé » à compter de 2012. En 2015, le FN est en tête au 1<sup>er</sup> tour des régionales dans 6 régions, dans la moitié des cas avec une liste dirigée par une femme. En 2017, Marine Le Pen est la seule femme candidate à la présidentielle avec une chance d'aller au second tour. En 2022, elle est rejointe par Valérie Pécresse, candidate LR dont les premières décisions à son arrivée à la tête de la région Île-de-France comptent la suppression des réductions dans les transports pour les personnes sans papiers (rétablies depuis suite aux mobilisations et recours), le versement de subventions à des associations opposées à l'avortement, sans compter ses positions hostiles aux musulmanes et aux personnes LGBT+... Ce sont les femmes ouvrières et employées, peu diplômées, en dessous du salaire médian, qui votent le plus extrême droite. Probablement des femmes dans des métiers féminisés et, du fait des stéréotypes de genre, dévalorisés.

Si la disparition de l'impact du genre dans le vote pour l'extrême droite est lié bien sûr aux stratégies de communication de Marine Le Pen, qui joue sur son image de femme active et mère divorcée, il est aussi un indicateur de l'importance des aspirations à l'égalité, puisque Zemmour, qui est sur une ligne masculiniste et réactionnaire, a lui des intentions de vote venant des femmes nettement plus faibles. Si nous voulons que le monde du travail se détourne de l'extrême droite, cela doit donc aussi nous amener à travailler l'égalité entre les femmes et les hommes, dans la vie syndicale, dans la vie professionnelle et dans la société et à lutter contre les discriminations. Les courants islamophobes poussent d'ailleurs à une remise en cause d'avancées féministes: le droit pour une femme de s'habiller comme elle le souhaite, l'accès au travail, à l'éducation, au sport et à la vie sociale. On se souvient toutes de cette attaque de Julien Odoul du RN envers une maman qui accompagnait une sortie scolaire au conseil régional Bourgogne-Franche-Comté.

### **À L'INTERNATIONAL**

**L'enjeu du natalisme:** Un patriarcat primaire, brutal autoritaire caractérise les régimes antidémocratiques. Le contrôle de la sexualité et de la reproduction et des taux de natalité dus à l'obsession de la suprématie nationaliste en est aussi les marques, au mépris des droits fondamentaux par ailleurs dénigrés et bafoués. Ces marqueurs sont aussi le fait de mouvements fas-

cistes, nationalistes, xénophobes rampants qui amalgament idéologies racistes et discours sécuritaires.

### **Comprendre les liens entre antiféminisme et extrême droite**

**pour lutter contre l'extrême droite:** D'après Helen Lewis (*The Atlantic*), aux États-Unis des études ont porté sur le rapport des suprémacistes à internet, le sexisme et la misogynie s'avèrent être de nouveaux terrains de déploiement d'idées des radicalisés à droite. Les violences sexistes et sexuelles contre les femmes y seraient ouvertement prônées, justifiées par des idées antiféministes (les femmes, bien qu'encore sous représentées presque partout et dans les fonctions électives, piloteraient les gouvernements avec l'intention d'asseoir un pouvoir sur et un contrôle des hommes; « gynocratie »), des idées d'incitation à la haine, (elles s'approprient tout), et légitimant la discrimination (si elles n'étaient pas indépendantes, elles respecteraient les hommes et resteraient à leur place de domestiques et procréatrices). Ces idées, en s'appuyant sur des mythes permettent et s'accompagnent de glissements vers d'autres incitations haineuses, nativistes (prévalence de nationalité « de souche », supposément antérieure à toute immigration), racistes et xénophobes. Elles ont nourri des passages à l'acte (meurtres et violences) qui pour certains se sont réclamés de leur inspiration. Elles se propagent activement également en Europe à travers plusieurs sites identifiés hébergés dans des pays d'où ils peuvent échapper aux poursuites judiciaires, en particulier dans les moments d'élections en parallèle et en concurrence des campagnes publiques et officielles.

**En Europe,** plusieurs partis de droite radicale (extrême droite nationaliste) sont parvenus au pouvoir ces dernières années dans divers pays (Autriche, Italie, Pologne, Pays Bas, dans le cadre de coalitions avec la droite modérée, parfois aussi avec la gauche sociale-démocrate comme en Slovaquie). Au Parlement européen (705 députés, 7 groupes politiques), presque un tiers des députés français (75, 79 depuis le 31 janvier 2020 pour cause de Brexit) sont des nationalistes d'extrême droite (23). En mars 2016, le Parlement européen votait sur l'avancée de l'égalité femmes-hommes au sein de l'Union européenne. L'extrême droite a rejeté l'article 5, qui souligne « *qu'une participation égale des femmes et des hommes au marché du travail permettrait d'augmenter de manière substantielle le potentiel économique de l'Union européenne* », et l'article 21, qui invite la Commission et les États membres à étudier la possibilité d'inclure des clauses de parité femmes-hommes dans les appels d'offres pour des marchés publics. Le groupe identitaire au Parlement européen est le cinquième groupe après le PPE, S/D, Renew, Verts/ALE, avec 70 sièges. C'est sans compter le groupe CRE (ultraconservateurs radicaux, disposant de 63 sièges) dont certains membres s'allient pour déposer régulièrement motions et amendements avec des membres du groupe ID, contre les droits reproductifs et génésiques, et activement contre l'égalité salariale. La présidente actuelle du Parlement européen est issue d'un des deux pays (Malte et Vatican) en Europe interdisant l'avortement en toutes circonstances et du parti nationaliste maltais. Affiliée au groupe PPE depuis son élection en 2013, elle a été portée à la présidence sur la base d'une imposture, en raison de position « modérée » sur l'immigration, en faveur de l'état de droit et des droits LGBT+ et en échange de positions confortables pour le groupe S/D (5 vice-présidences et présidence de la Conférence des Présidents de commissions qui déterminent l'agenda). Roberta Metsola, maltaise résolument antiavortement, malgré ses engagements, a voté contre une résolution du Parlement européen du 24 juin

2021 sur la situation de la santé et des droits sexuels et génésiques dans l'union européenne UE, ([lesglorieuses.fr](http://lesglorieuses.fr)) en faveur d'un avortement sûr, libre, sans restriction et légal.

**Le droit à l'avortement:** 45 % des avortements dans le monde sont non sûrs (OMS 2014); entre 2015 et 2019 environ 73,3 millions par an d'avortements provoqués (OMS 2020); 70 000 décès par an (2009), 5 millions d'incapacités ou de handicaps temporaires ou permanents suite à des complications peuvent être corrélés à des facteurs d'insécurité ou d'illégalité, (Iqbal Shah & Elisabeth Ahman, « Unsafe abortion: global and regional incidence, trends, consequences, and challenges », *Journal of Obstetrics and Gynaecology*, 2009, Canada); 24 pays interdisent totalement l'avortement, dans 42 pays il s'agit d'autoriser si la vie de la mère est en danger; dans 51 pays des conditions de préservation de la santé y compris psychiques sont imposées; 13 pays prennent en compte les conditions sociales et les circonstances économiques; 73 pays autorisent l'avortement dans une limite de temps variable. L'état des législations dans le monde et une carte 2021 sont disponibles sur [reproductiverights.org](http://reproductiverights.org). En 2020, et après le Covid-19, considérant le nombre de victimes de complications suite à l'isolement et au manque d'accès aux soins, l'OMS et l'UE prônaient l'avènement et le renforcement d'avortement sûr et libre, sans assistance médicale, c'est-à-dire utilisant les nouvelles thérapeutiques qui permettent « l'autoavortement » non spontané dans les meilleures conditions.

**Violences et sexismes, féminicides, insécurité dans les sphères privées et publiques:** Partout où montent l'extrême droite et le fascisme, violences et sexisme sont, hélas, tolérés voire encouragés.

En Inde, des témoignages rassemblés par l'économiste Shrayana Bhattacharya montrent la marginalisation des femmes dans l'économie du pays depuis l'avènement en 2014 des nationalistes indiens. Proche de celui de l'Iran et de l'Égypte, le niveau de participation des femmes au travail, 20 % de la population active en 2019 a empiré avec la pandémie de Covid-19 car elles ont été plus affectées par les pertes d'emploi. (*Le monde*, chronique de Julien Bouissou du 1<sup>er</sup> février 2022). Ne passons pas sous silence le droit d'aller et venir avec des titres d'identité en propre (migrations, asile, libre circulation), celui de disposer de ses biens et de son salaire.

Il faut faire ratifier par un maximum d'États membres de l'OIT les conventions n° 189 (sur les travailleurs et travailleuses domestiques, 2011), que la France n'a toujours pas ratifiée, fondamentale pour la lutte contre les abus et l'exploitation dont font l'objet les travailleuses domestiques (75,6 millions dans le monde en 2019), seuls 35 pays sur 187 l'ayant fait, et, la Convention n° 190 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et la recommandation n° 206 la complétant contre l'impunité de la violence et du harcèlement au travail, afin de renforcer partout leur application et mise en œuvre (ratification par la France en cours).

En mettant en avant et en action l'égalité des droits au travail et du travail, le même accès aux emplois inconditionnellement, aux formations et qualifications, on lutte pour l'égalité des femmes et des hommes, travailleuses et travailleurs, ici, et partout dans le monde.

Pour, en 2022, dire stop aux maltraitements, à toutes les sous-enchères et précarités, aux régressions qui sont et font partout le lit

d'idéologies nuisibles et malveillantes au service des plus riches (<https://www.ituc-csi.org/ratifierc190-les-travailleurs-du-monde>).

*Bulletin Newsletter de l'international CGT n° 36, « L'extrême droite dans le monde, la montée de tous les périls », février 2022* (<https://www.egalite-professionnelle.cgt.fr/le-sexisme-encouragement-par-lextreme-droite/>)

### **OUTILS ET STRATÉGIES POUR LUTTER CONTRE LES THÈSES ANTIFÉMINISTES DE L'EXTRÊME DROITE**

Les collectifs Lutte contre les idées d'extrême droite, Femmes Mixité et Lutte pour l'égalité LGBT+ mettent à disposition des outils CGT pour lutter contre les idées d'extrême droite, gagner l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, combattre les violences sexistes et sexuelles, gagner l'égalité pour les personnes LGBT+.

Une rubrique du site confédéral est consacrée à la lutte contre les idées d'extrême droite (<https://www.cgt.fr/terms/extreme-droite>). On y trouve communiqués de presse, actus, vidéos de quelques minutes (voir par exemple ci-contre). Et pour la lutte contre les LGBTphobies et l'égalité (<https://www.cgt.fr/terms/discriminations>).

Les 19 fiches pratiques et thématiques sont des incontournables! (<https://analyses-propositions.cgt.fr/fiches-pratiques-lutte-contre-les-idees-dextreme-droite-et-le-racisme-2021>)

La CGT met à disposition un site dédié à l'égalité femmes-hommes (<http://www.egalite-professionnelle.cgt.fr/>) pour gagner l'égalité et lutter contre le sexisme et les violences au travail:

- sexisme, discriminations, maternité: connaître les droits des femmes au travail;

- chiffres, états des lieux, propositions: se tenir informée de l'actualité de l'égalité professionnelle;
- guides, accord-type: agir pour gagner l'égalité professionnelle et mettre fin aux violences dans le privé comme dans le public;
- affiches, tracts, illustrations, vidéos: tous les outils pour se mobiliser, se former, s'informer et agir.

La campagne « Revaloriser les métiers du soin et du lien » accompagnée de la consultation Mon travail le vaut bien! pour l'étude CGT/Ires est un formidable outil pour faire avancer nos revendications pour une société féministe (<https://www.egalite-professionnelle.cgt.fr/campagne-revaloriser-le-travail-du-soin-et-du-lien-mon-travail-le-vaut-bien/>).

Le livret sur la laïcité de la CGT, mis à jour début 2021, rappelle notre conception de la laïcité comme garante des libertés et du vivre ensemble, fait un état du droit dans le privé comme dans le public (<https://www.cgt.fr/livret-laicite>).

La CGT propose des formations syndicales pour:

- combattre les idées d'extrême droite;
- combattre les violences sexistes et sexuelles au travail, dans la vie et à la CGT;
- agir pour l'égalité femmes-hommes;
- revaloriser les métiers du soin et du lien;
- agir pour l'égalité sans distinction liée à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Des fédérations organisent des formations plus spécifiques sur les pédagogies féministes ou la lutte contre les stéréotypes, réussir l'égalité dans la CGT...

### **TOUTES CES EXTRÊMES DROITES SONT À L'OPPOSÉ DE CE QUE DÉFEND LA CGT :**

- le droit des femmes à travailler et donc à être autonome dans leurs choix de vie;
- l'égalité réelle femmes-hommes au travail, égalité salariale, égalité de carrière: garantir l'égalité salariale par de réelles sanctions pour les entreprises et administrations qui discriminent, la revalorisation des métiers à prédominance féminine, la fin des temps non complets de moins de 24 heures par semaine;
- affirmer le soutien à la parentalité: allonger les congés maternité et paternité, revaloriser le congé parental qui est un levier indispensable à un meilleur partage, élaborer un grand plan de création de places en crèches et des droits garantis par la loi à dix jours enfants malades (sans jours de carence) pour tous les parents d'enfants de moins de 12 ans;
- un service public de l'aide à l'autonomie et de prise en charge de la petite enfance;
- des politiques publiques qui prennent en compte toutes les questions d'égalité, des mesures effectives, des actions d'éducation, campagnes de sensibilisation et de pédagogie, sensibilisation et formation des salariées;
- la mise en place de procédures type pour l'accueil des victimes, pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles au travail et pour protéger les femmes et les personnes LGBT+ victimes de violences;
- une négociation annuelle obligatoire sur l'égalité pour des milieux de travail inclusifs non genrés, non sexistes, neutres, notamment concernant les outils, locaux de travail, vestiaires et uniformes;
- un accès libre et remboursé à la contraception et à l'IVG sur tout le territoire, la suppression de la double clause de conscience spécifique à l'IVG et l'allongement du délai d'IVG;
- la mixité des filières de formation et des métiers;
- agir pour la fin des stéréotypes de genre et du sexisme à l'école, dans les médias et au travail;
- des outils de lutte contre les discriminations sur la carrière et à l'embauche (avec l'utilisation de la méthode Clerc, la négociation de la mise en place de l'indicateur du déroulé de carrière avec le nuage de points, la mise en place de commission et de registre des candidatures et d'embauche – anonymisation des candidatures).